



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n°158-DDPP-25 portant modification des valeurs limites
d'émission des rejets aqueux
Teintures et Apprêts Danjoux – ZI les Guérins – Le Coteau (42120)**

Le préfet de la Loire

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses titres 1^{er} du livre II et 1^{er} du livre V ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 2-DDPP-25 du 10 janvier 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°18792 du 16 juin 2000 autorisant la société Teintures et Apprêts Danjoux dont le siège social est situé Zone Industrielle des Guérins 42120 LE COTEAU, à exploiter à la même adresse, un atelier de teinture et d'ennoblissement de textiles ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2005/0516 du 2 mai 2005, 162-DDPP-11 du 6 avril 2011 et 388-DDPP-13 du 24 octobre 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-DDPP-15 du 12 janvier 2015 fixant les valeurs limites d'émission pour le rejets d'eaux résiduelles industrielles ;

Vu le dossier de porter à connaissance n°A128578/D du 17 juin 2024 transmis à l'inspection des installations classées le 1^{er} juillet 2024 par courrier électronique sollicitant une modification des valeurs limites d'émission applicables aux eaux résiduelles industrielles ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 13 mai 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier recommandé

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société Teintures et Apprêts Danjoux afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Teintures et Apprêts Danjoux dont le siège social est situé Zone Industrielle des Guérins 42120 LE COTEAU, est tenue de respecter dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse.

Article 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté :

- abrogent les dispositions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-DDPP-15 du 12 janvier 2015,
- abrogent les dispositions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire n°388-DDPP-13 du 24 octobre 2013,
- suppriment et modifient les prescriptions du paragraphe 4.1.2 de l'article 2 et des paragraphes 2, 3.1, 3.2 et 3.3 de l'annexe « Eau » de l'arrêté préfectoral n°18792 du 16 juin 2000.

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Les dispositions du paragraphe 4.1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2000 sont remplacées par les articles 2.1.1 et 2.1.2 suivants :

Article 2.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et la qualité de ces eaux le permettent : recyclage, aéréréfrigérant, etc.).

Les prélèvements d'eau non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les conditions et les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou du gestionnaire du réseau d'eau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal			
				Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j) (*)	Mensuel (m ³ /mois)	Annuel (m ³ /an)
Eau de surface (rivière, lac, nappe alluviale etc.)	Le Rhins (depuis sa confluence du Gand jusqu'à sa confluence avec la Loire)	GR0179	X = 785538,75 Y = 6545766,59	100	1200	26 000	260 000
Réseau d'eau AEP	Roannaise de l'eau						20 000

(*) : le prélèvement sur le réseau AEP peut être supérieur à cette valeur dès lors que l'exploitant ne prélève pas sur le Rhins pour le process industriel. Dans tous les cas, le total AEP + Rhins ne doit pas dépasser 280 000 m³/an.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Chaque mois est établi un bilan des quantités commerciales de tissus traités (en kilogrammes) par type de traitement et est calculée la quantité d'eau utilisée par kilogramme de tissu traité. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection et une synthèse lui est annuellement transmise au cours du premier mois de chaque année.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement (y compris la réalisation de forages) doit être préalablement portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.

Article 2.1.2 Plan de sobriété hydrique

L'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Il est mis à jour annuellement.

Ce plan de sobriété hydrique comporte :

- a) un diagnostic précis de toutes les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (activités de laboratoire, usages domestiques, arrosages, lavage, etc.) et de l'ensemble des rejets associés,
- b) un positionnement par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) et à l'état de l'art de la filière,
- c) les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets qui ont été ou seront mises en place :
 - i) d'une part dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse,
 - ii) d'autre part, de manière graduée en cas de mesures de restrictions imposées par le préfet, pour chacun des seuils de niveau d'alerte défini par le préfet en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.

a) Le diagnostic doit déterminer :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
- les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosages, lavage) ;
- le bilan et les évolutions des consommations et/ou des rejets d'eau des années passées (depuis l'épisode de sécheresse de 2003) ;
- pour les sites concernés par un PTGE ou un PGRE, la disponibilité de la ressource (caractéristiques de la rivière ou canal de dérivation : état de la masse d'eau, débits caractéristiques... ; caractéristique de la nappe : état de la masse d'eau, porosité, perméabilité, niveaux piézométriques caractéristiques, temps de renouvellement...) et la compatibilité avec les volumes prélevables identifiés dans le cadre du PTGE ou PGRE ;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels et notamment les débits minimums d'eau strictement nécessaires pour préserver l'outil de production et garantir la sécurité des installations ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues ou reportées en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise.

b) La comparaison avec les meilleures techniques disponibles en termes de consommation d'eau, sur la base de valeurs de référence, afin de présenter les postes sur lesquels les besoins en eau ont été réduits au minimum, et les postes sur lesquels des efforts sont nécessaires (et les volumes d'eau correspondants).

c) Les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets comportent a minima

- pour le fonctionnement courant :
 - les éventuelles dispositions de réduction des prélèvements et/ou des rejets mises en œuvre depuis 2003 ;
 - les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité) ;
 - les actions qui seront réalisées, avec un échéancier, pour réduire les besoins en eau au minimum là où c'est encore nécessaire (sur la base des meilleurs techniques disponibles) ;
 - le renforcement de la surveillance des réseaux de prélèvements et de rejets : suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, prévention des pollutions accidentelles, surveillance des installations de traitement des rejets ;
- en cas de situation hydrologique déficitaire, le détail des actions qui seront mises en œuvre sur le site, pour adapter les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution au strict minimum et diminuer les rejets dans le milieu ou les stations d'épurations, pendant une période de temps limité et notamment :
 - les dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique (notamment par renforcement du recyclage de l'eau s'il existe, par modification de certains modes opératoires, par report de certaines activités, etc.) ;
 - les limitations voire les suppressions des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs (notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents, etc.) ;
 - les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;
 - l'arrêt des prélèvements dans le cours d'eau « Le Rhins » en situation de crise.

Ces actions seront mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

CHAPITRE 2.2 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEUR CARACTÉRISTIQUE DE REJET AU MILIEU

Article 2.2.1 Valeurs limites d'émission et fréquence de l'autosurveillance de la qualité des eaux résiduaires industrielles

Les dispositions des paragraphes 2 et 3.1 de l'annexe 3 « EAU » de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2000 sont remplacées par :

L'exploitant est tenu de respecter, sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté sur 24 heures et avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le réseau d'assainissement et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration; flux et fréquences d'analyses ci-dessous définies (ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté) :

Paramètres	Code Sandre	Valeur limite		Fréquence minimale d'analyses	
				Exploitant	Organisme agréé
Débit horaire maximal	1946	50 m³/h		Continue	Annuelle
Débit maximal journalier	1552	1200 m³/j			
Température (1)	1301	< 30°C			
pH	1302	5,5 < pH < 8,5			
Paramètres	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)	Fréquence minimale d'analyses	
				Exploitant	Organisme agréé

MES	1305	110	65	Mensuelle	Annuelle
DCO	1314	950	450	Journalière	
DBO ₅	1313	150	90	Mensuelle	
Azote global	1551	40	30	Mensuelle	
Phosphore total	1350	6	5	Mensuelle	
Hydrocarbures totaux	7009	6	5	Mensuelle	
Sulfures	1355	1	0,5	Semestrielle	
Composés organiques halogénés (en AOX)	1106	1	0,6	Trimestrielle	
Fe + Al	7714	5	4	Mensuelle	
Chrome total	1389	0,035	0,025	Trimestrielle	
Cuivre	1392	0,050	0,020	Trimestrielle	
Zinc	1383	0,3	0,150	Trimestrielle	
Naphtalène	1517	0,003	0,002	Trimestrielle	
Nonylphénols (*)	1958	< LD	< LD		
NP1OE	6366	0,003	0,002		
NP2OE	6369	0,003	0,002		

(1) la température doit être inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.

(*) Les substances dangereuses marquées de * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les polluants visés ci-dessus qui ne sont pas susceptibles d'être émis par les installations ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits dans l'installation.

Dispositions spécifiques aux analyses annuelles réalisées par un organisme agréé :

Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses

résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

Alarme pH : Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Article 2.2.2 Analyse et transmission des résultats de la surveillance de la qualité des rejets d'eaux résiduaires

Les dispositions des paragraphes 3.2 et 3.3 de l'annexe 3 « EAU » de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2000 sont remplacées par :

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>)
Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.

Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux industrielles sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

TITRE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - EXÉCUTION

Article 3.1 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévues au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la protection des populations – 10, rue Claudius Buard – 42014 Saint-Etienne cedex 02 et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de juridiction administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 3.2 Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de St-Just St-Rambert et peut y être consulté..

Le maire de St-Symphorien de Lay fera connaître par procès-verbal, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3 Exécution

Le sous-préfet de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire du Coteau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté de communes du pays entre Loire et Rhône.

Saint-Etienne, le 10 juin 2025

Pour le Préfet
et par subdélégation
La Directrice Départementale adjointe
de la Protection des Populations

Patricia ROOSE

Copie :

- Teintures et Apprêts Danjoux
- Sous-Préfecture de Roanne
- DREAL 42
- Mairie du Coteau
- Archives
- Chrono

Pour le Préfet
et par délégation
La Directrice Départementale adjointe
de la Protection des Populations

Patricia ROOSE